

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Mise en scène néolibérale de l'élection présidentielle française à la BBC

- International -

Date de mise en ligne : lundi 23 avril 2012

Démocratie & Socialisme

Cet article de notre ami Philippe Marlière (professeur de science politique à University College London) a été publié dans la revue Démocratie&Socialisme n° 194 d'avril. Il a donc été écrit avant le premier tour des élections présidentielles.

J'ai récemment été invité par la BBC à parler de l'élection présidentielle française. Professeur dans une université de Londres, les sollicitations des médias ne manquent pas. En règle générale, je me méfie des invitations à la radio ou à la télévision. Il faut d'abord parlementer au téléphone avec le producteur du programme. Ce dernier attend que vous lui fournissiez moult informations sur un sujet qu'il ne maîtrise que superficiellement. Il faut ensuite régler les questions logistiques (taxi), préparer l'entretien, parvenir au studio et patienter avant d'être accueilli par le producteur et introduit, enfin, auprès du journaliste.

L'entretien a lieu dans l'urgence. Rien ne se passe comme prévu : les thèmes de fond débattus avec le producteur au téléphone font place à l'antenne à des questions anecdotiques souvent sans intérêt. Sur un sujet touchant à la France en Europe, je suis sommé de défendre la politique de mon pays comme si j'étais ministre du gouvernement français ! Quelques minutes d'interview passent à la vitesse de la lumière lorsqu'on est derrière un micro. Certains collègues s'en tirent plutôt bien. Pour ma part, je ne sais pas (et ne souhaite pas) faire dans le registre du *soundbite* (slogan) ou accepter le rôle stéréotypé que le journaliste me demande implicitement d'endosser.

Supporteurs de candidats

Malgré ces fortes réticences déontologiques, j'avais accepté aujourd'hui de participer à un séminaire sur l'élection présidentielle française. La situation paraissait propice à un échange intéressant. La séance devait durer une heure et demi et je pouvais présenter le sujet à ma guise. Il s'agissait de briefer des journalistes radio et télévision de la vénérable « *Auntie Beeb* ». On m'avait demandé de préparer un topo court et didactique, pour aider les journalistes à couvrir l'élection. J'étais flanqué d'un collègue britannique de la London School of Economics. Je devais traiter la campagne et le collègue devait parler des incidences de l'élection en Europe. Lorsque je suis arrivé, le modérateur de l'événement, un journaliste de l'institution, me demanda : « *Votre collègue est un supporteur de Sarkozy. Je suppose que vous voterez Hollande au premier tour* ». Interloqué par la question, je lui répondis que je ne voterai pas Hollande au premier tour ; au second, certes, à condition qu'il soit en tête des candidats de gauche au premier tour. Effaré par ma réponse, le journaliste poursuivit : « *Vous êtes bien de centre-gauche ?* ». Je lui dis que je n'étais pas de « centre-gauche », mais de « gauche ». La mine du journaliste se renfrogna davantage. Il nous présenta à un auditoire d'une quarantaine de confrères : mon collègue, comme « supporteur de Sarkozy » et homme de « centre droit » et moi, comme homme de « centre gauche » ! Je compris que l'impératif de neutralité de la BBC se résume à être « centriste » ; c'est-à-dire à ne considérer comme légitimes les propositions et politiques des forces politiques néolibérales et sociales-démocrates. Selon la BBC, les politiques d'austérité en Europe ou encore l'invasion illégale de l'Irak sont des mesures « centristes ».

Je parlai le premier, faisant une présentation très « science po », tel qu'on me l'avait demandé : conditions d'éligibilité ; nature du vote ; les dix candidats en lice et un bref résumé de leurs propositions ; le rôle des sondages et les thèmes majeurs de campagne. J'expliquai pourquoi la campagne de Mélenchon séduit de plus en plus les jeunes et les ouvriers. Je montrai que le rejet virulent de Sarkozy ne tient pas à son « bling », mais à sa politique néolibérale ou encore pourquoi l'abstention (en milieu populaire et en banlieue) sera peut-être encore supérieure à celle de 2002. Me succédant au micro, mon collègue - qui m'apparut alors comme un habitué de ces séances - n'y alla pas par quatre chemins. Sur un ton virulent, il dressa un portrait de la France qui renvoyait au soviétisme sous la glaciation brejnévienne. Il attaqua un État français « sclérosé », « omniprésent », qui « tue l'initiative privé ». La France, asséna-t-il, aurait le plus grand besoin de « réformes structurelles » ; d'accepter une « économie capitaliste ouverte ». Fin connaisseur de l'Education nationale, il déclara que les élèves français étaient endoctrinés par des

enseignants « marxistes ». Les élèves britanniques seraient-ils endoctrinés par des maîtres néolibéraux ? Je repris la parole pour tenter de démêler les plus flagrantes contre-vérités dans ce catéchisme du laissez-faire économique. Comme ultime argument pro-Sarkozy, il affirma : « *Comme Blair et Cameron, Sarkozy a l'étoffe d'un leader, pas Hollande. Il est moderne, décontracté, haut en couleur, médiatique* ». « *Comme Berlusconi ?...* », osai-je l'interrompre sous les éclats de rire de l'auditoire.

Mise en musique idéologique de l'élection

Ce fut pourtant l'unique fois où je mis les rieurs de mon côté. Les journalistes présents opinèrent gravement quand mon confrère universitaire égrenait son chapelet néolibéral. C'est alors que je compris dans quel traquenard j'étais tombé : à moi la présentation factuelle et « objective » de l'élection, et au collègue sarkozyste le *spiel* néolibéral. Une élection, ça se met en musique sur le plan idéologique. Pour la France, la grille de lecture de la BBC est bien connue : « pays étatique, sclérosé, peuplé d'assistés », etc. Qui a dirigé ce pays depuis dix ans ? Sarkozy serait-il un marxiste qui s'ignore ? L'ironie de l'histoire est que la BBC passe aux yeux de ses détracteurs comme « liberal », c'est-à-dire de gauche. Si celle-ci est de « gauche », c'est une gauche de connivence idéologique avec un ordre économique en pleine déroute.

Philippe Marlière